



Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 17 avril 2025

Le 17 avril 2025, à 18 heures 00, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, publiée le 7 avril 2025 et transmise par voie électronique le 7 avril 2025, et sous la présence de ce dernier.

PRESENTS : M. BERNOS Michel, M. PATRIARCHE Nicolas, M. DUDRET Victor, M. POURTAU Xavier, M. RHAUT Jean-Christophe, M. COUTO Benoît, M. MORA Pascal, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. CABANNE Pascal, M. FAUX Jean-Pierre, M. MAUBOULES Patrick, M. PARIS Gérard, M. LASSALLE Philippe, M. CLAVERIE Didier, M. POILLION Jean, M. MALO Serge, Mme BERTRANINE Marie, Mme HORROD Vanessa, M. LESCUEDE Frédéric, M. BURON Patrick, M. VERMESSE Bruno, M. BÉGUÉ Gérard, M. LABAT Léopold, Mme JOUANINE Marie-Hélène, Mme CORMY Céline.

ABSENTS EXCUSES : M. DAVANTES Jean-Charles (représenté par M. COUTO Benoît, délégué suppléant), M. CAPERET Alain, Mme DAUGAS Sylvie, M. MAZODIER Frédéric, M. CARRIQUIRY Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. GAUZERE Guy, M. ROTH Patrick, M. SOUDAR Denis, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge (représenté par Mme BERTRANINE Marie, déléguée suppléante), M. GERMAIN Eric (représenté par Mme HORROD Vanessa, déléguée suppléante), M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUEDE Frédéric), M. DUMAS François, Mme HOURCADE-MEDEBIELE Véronique, M. RANGOTTE Pierre (représenté par Mme CORMY Céline, déléguée suppléante).

ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR : M. URBAN Jean-Claude a donné procuration à Mme MARQUE Christine, M. LACRABERE Francis a donné procuration à M. LABAT Léopold, M. BERNIARD Claude a donné procuration à M. BERNOS Michel.

Secrétaire de séance : Didier CLAVERIE

Délibération n° 16-2025 – Modification des modalités de mise en œuvre du Compte Personnel de Formation (CPF)

Rapporteur : Monsieur Nicolas PATRIARCHE

- Vu le Code Général de la Fonction Publique ;
- Vu le Code du travail ;
- Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;
- Vu le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 modifié relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie notamment son article 9 ;
- Vu la délibération n°51-2024 en date du 22 octobre 2024 relative aux modalités de mise en œuvre du Compte personnel de formation ;
- Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial Intercommunal en date du 10 avril 2025 ;

Le Rapporteur rappelle aux membres du Comité syndical qu'en vertu des articles L.422-4 et suivants du Code Général de la Fonction Publique, l'ensemble des agents publics bénéficient d'un compte personnel d'activité (CPA), à l'instar du dispositif existant pour les salariés de droit privé.

Le CPA a pour objectifs, par l'utilisation des droits qui y sont inscrits, de renforcer l'autonomie et la liberté d'action de l'agent et de faciliter son évolution professionnelle.

Le compte personnel d'activité se compose de deux comptes distincts :

- **le compte d'engagement citoyen (CEC)** qui vise à favoriser les activités bénévoles ou volontaires et à faciliter la reconnaissance des compétences acquises à travers ces activités ;
- **le compte personnel de formation (CPF)** qui permet aux agents de capitaliser des heures de formation qu'ils peuvent utiliser pour accéder à une qualification et de développer leurs compétences dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle. Le nombre d'heures est plafonné à 150 heures, porté à 400 heures pour les fonctionnaires qui appartiennent à un cadre d'emplois de catégorie C n'ayant pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme ou titre professionnel enregistré et classé au niveau 3. Le CPF se substitue au droit individuel à la formation (DIF) à compter du 1^{er} janvier 2017. Les droits du DIF sont transférés sur le CPF.

Le CPF peut notamment être utilisé :

- en combinaison avec le congé de formation professionnelle ;
- en complément des congés pour validation des acquis de l'expérience et pour bilan de compétences ;
- pour préparer des examens et concours administratifs, le cas échéant en combinaison avec le compte épargne-temps.

Pour rappel, le Comité syndical s'est prononcé par délibération n° n°51-2024 en date du 22 octobre 2024 sur les modalités de mise en œuvre du Compte Personnel de Formation (CPF).

Il est proposé au Comité syndical de modifier les modalités de mise en œuvre du CPF comme suit tout en garantissant une équité de traitement dans l'instruction des demandes et notamment en modifiant les plafonds de prise en charge des frais de formation au sein de la collectivité.

Le Rapporteur propose à l'Assemblée d'adopter les modalités de mise œuvre du CPF suivantes :

1. PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE FORMATION

Les frais de formation sont à la charge de chaque employeur. Il prend en charge les frais pédagogiques se rattachant à la formation, en dehors de la prise en charge par le CNFPT des formations qui lui sont confiées par les textes en vigueur. L'employeur peut également prendre en charge les frais occasionnés par leurs déplacements.

▪ **Les frais pédagogiques**

La prise en charge des frais pédagogiques se rattachant à la formation suivie au titre du compte personnel de formation est plafonnée de la façon suivante :

- plafond du coût horaire pédagogique : 15 € par heure toutes taxes comprises ;
- et dans la limite, d'un plafond par action de formation au titre du même projet d'évolution professionnelle : 1 500 € toutes taxes comprises au titre d'une année civile pour un même agent, après étude et validation du projet d'évolution professionnelle présenté par l'agent.

▪ **Les frais annexes occasionnés par les déplacements**

Les frais annexes occasionnés par les déplacements des agents lors des formations suivies au titre du compte personnel de formation ne sont pas pris en charge par la collectivité.

▪ **Le plafond global**

Une enveloppe globale annuelle d'un montant maximum de 2 000 € sera consacrée aux différentes demandes de financement de formation.

▪ **Remboursement**

L'agent devra rembourser les frais engagés par la collectivité :

- lorsque l'agent n'a pas suivi tout ou partie de sa formation, sans motif valable ;

- lorsque le titulaire d'un compte utilise des droits obtenus à la suite d'une déclaration frauduleuse ou erronée.

Il rembourse les sommes correspondantes à son employeur dans un délai d'un mois à compter de la réception d'un courrier de mise en demeure d'apporter les informations et justificatifs nécessaires.

2. MOBILISATION DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

L'agent qui entend mobiliser les heures qu'il a acquises sur le CPF en vue de suivre des actions de formation doit solliciter l'accord écrit de son employeur. Cette demande doit préciser les éléments suivants :

- la nature de son projet (motivation et objectif poursuivi, fonctions visées, compétences, diplôme ou qualifications à acquérir, recours ou non à un accompagnement type conseil en évolution professionnelle, etc.) ;
- le programme et la nature de la formation visée (préciser si la formation est diplômante, certifiante, ou professionnalisante, les prérequis de la formation, etc.) ;
- le cas échéant l'organisme de formation sollicité si la formation ne figure pas dans l'offre de formation de l'employeur ;
- le nombre d'heures requises, le calendrier et le coût de la formation ;
- si l'agent souhaite articuler le CPF avec un autre dispositif (congé de formation professionnelle, récupérations, RTT, congés, congés pour validation des acquis de l'expérience et pour bilan de compétences ou compte épargne-temps) ;
- si l'agent entend consommer par anticipation des droits non encore acquis ;
- le cas échéant, si l'agent demande l'attribution d'un crédit d'heures supplémentaires (limité à 150 heures), l'avis du médecin du travail attestant que l'état de santé de l'agent l'expose, compte tenu de ses conditions de travail, à un risque d'incapacité à l'exercice de ses fonctions.

3. INSTRUCTION DES DEMANDES

▪ Traitement des demandes

Les demandes seront instruites par l'autorité territoriale, au fur et à mesure des dépôts tout au long de l'année.

▪ Formations éligibles

L'utilisation du compte personnel de formation porte sur toute action de formation sauf celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées.

Ainsi, le CPF concerne toutes les formations ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un titre, d'un certificat de qualification professionnelle ou le développement des compétences nécessaires à la mise en œuvre du projet d'évolution professionnelle. L'obtention d'un diplôme qui ne s'inscrirait dans aucune perspective professionnelle ne peut être considérée comme éligible au compte personnel de formation.

▪ Critères d'instruction

Lorsque plusieurs actions de formation permettent de satisfaire la demande de l'agent, une priorité est accordée aux actions de formation assurées par l'employeur de l'agent qui demande l'utilisation de son compte personnel de formation.

En outre, lors de l'instruction des demandes, les requêtes suivantes sont prioritaires :

- suivre une action de formation, un accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences, permettant de prévenir une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions ; les droits des personnes concernées peuvent être abondés d'un crédit d'heures supplémentaires dans la limite de 150 heures ;
- suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ;
- suivre une action de formation de préparation aux concours et examens.

Les demandes présentées par des personnes peu ou pas qualifiées qui ont pour objectif de suivre

une formation relevant du socle de connaissances et de compétences mentionné à l'article L.6121-2 du Code du travail (qui concerne notamment la communication en français, les règles de calcul et de raisonnement mathématique, etc.) ne peuvent faire l'objet d'un refus.

La satisfaction de ces demandes peut uniquement être reportée d'une année en raison de nécessité de service.

Chaque demande sera, ensuite, appréciée et priorisée en considération des critères suivants :

- situation de l'agent (niveau de diplôme...) ;
- nombre de formations déjà suivies par l'agent ;
- ancienneté au poste ;
- nécessités de service ;
- calendrier de la formation ;
- coût de la formation (défaut de crédit disponible).

▪ Réponse aux demandes

La décision de l'autorité territoriale sur la mobilisation du CPF sera adressée par écrit à l'agent dans un délai de 2 mois suivant le dépôt de la demande.

En cas de refus de la demande, celui-ci sera motivé.

Le refus peut être contesté par l'agent devant l'instance paritaire compétente (CAP ou CCP le cas échéant).

En cas de refus de la demande de mobilisation du CPF pendant deux années successives, le rejet d'une troisième demande portant sur une action de formation de même nature ne peut être prononcé par l'autorité compétente qu'après avis de l'instance paritaire compétente (CAP ou CCP le cas échéant).

L'Assemblée délibérante après avoir entendu le Rapporteur dans ses explications complémentaires, après avis favorable du Comité Social Territorial Intercommunal émis dans sa séance du 10 avril 2025 et après en avoir délibéré,

ABROGE la délibération n°51-2024 en date du 22 octobre 2024 relative aux modalités de mise en œuvre du Compte personnel de formation ;

ADOpte les propositions de Monsieur le Président relatives aux modalités de mise en œuvre du Compte personnel de formation ;

PRÉCISE que les dispositions de la présente délibération prendront effet à la date de la transmission de la présente délibération au contrôle de légalité ;

PRÉCISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 26 Pouvoirs : 3 Nombre de votants : 29

Vote – Pour : 29 / Contre : 0 / Abstention : 0

Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :
Michel BERNOS



Syndicat Mixte d'Eau Potable

Signature du secrétaire de séance :
Didier CLAVERIE

